



FOOTBALL

Après une traversée du désert, Falcao retrouve avec Monaco son niveau de Porto P.10



www.20minutes.fr

Mardi 26 septembre 2017 ÉDITION SPÉCIALE

ÉDITION NUMÉRIQUE

CONSTITUTION



E. Fieberberg / Sipa

LREM étudie toutes les options pour sa grande réforme P.2

ÉCONOMIE

Le gouvernement lancé à fond sur la formation P.4

LITTÉRATURE

Un rescapé du Bataclan raconte son histoire P.6

COMÉDIE MUSICALE



E. Petit / 20 Minutes

La famille Addams hante les planches du Palace P.7

GLYPHOSATE

Un désherbant bien enraciné

Alors que le gouvernement veut interdire à terme l'usage de l'herbicide, les agriculteurs se demandent comment le remplacer. P.3



A Bailleul (Nord)
le 15 juin 2015

Philippe Huguen / AFP

AGRICULTURE L'herbicide serait indispensable aux agriculteurs. Vraiment ?

Le glyphosate sème le doute

Fabrice Pouliquen

Un sursis pour le glyphosate ? Le 30 août, le ministère de la Transition écologique et solidaire a annoncé que la France voterait contre la proposition de la Commission européenne de prolonger pour dix ans la licence de l'herbicide, dont la dangerosité fait débat. Mais depuis, le gouvernement a multiplié les déclarations évoquant plutôt une sortie définitive du glyphosate « d'ici à la fin du quinquennat », soit 2022.

Face à ce projet, une partie des agriculteurs grognent, la FNSEA en tête. Le premier syndicat agricole juge le glyphosate « indispensable encore à bon nombre d'agriculteurs français [...] faute notamment d'alternative. » C'est que le glyphosate, qui entre notamment dans la composition du Roundup, produit phare de Monsanto, est l'herbicide le plus vendu au monde. Peu cher, très efficace, il permet aux agriculteurs de détruire sur leurs parcelles les mauvaises herbes. Le produit pénètre les feuilles et se diffuse dans la plante par la sève jusqu'aux racines, entraînant sa mort rapide. « L'interdire nuirait grandement à la compétitivité de nos exploitations agricoles », prévient Jean-Louis Bernard, membre de l'Académie d'agriculture de France.

D'autres solutions existent

Générations futures, une association qui s'oppose à l'utilisation de pesticides dans l'agriculture, s'inscrit en faux contre cette analyse. « C'est oublier que le glyphosate est sur le marché depuis le début des années 1970



La Commission européenne souhaite que l'autorisation soit prolongée de dix ans.

seulement et s'est développé surtout dans les années 1980, note François Veillerette, directeur de l'ONG. On arrivait donc à s'en passer avant. » Un autre syndicat agricole, la Confédération paysanne, ne dit pas non plus que le glyphosate est indispensable. « Nous sommes pour une sortie des pesticides, rappelle le syndicat. Dans notre réseau, nous avons des exemples d'agriculteurs qui sont parvenus à se passer du glyphosate. Dans l'élevage notamment. » Mais le syndicat reconnaît que se passer du glyphosate ne se fera pas sans douleur. « De nombreux facteurs entrent en compte. Les cultures, la taille de l'exploitation, sa santé économique, le nombre de sala-

riés..., explique-t-on. Toujours dans notre réseau, on se rend compte que les arboriculteurs ont de plus grandes difficultés à faire sans l'herbicide. Parce qu'ils perdent en efficacité ou que la surcharge de travail devient trop importante. »

Les pro-glyphosate nient aussi l'intérêt du labourage, parfois utilisé pour désherber. « Le labourage n'est pas sans conséquences pour l'environnement, indique Jean-Claude Bernard. Non seulement l'agriculteur doit passer à plusieurs reprises sur ses parcelles en tracteur, ce qui augmente les émissions de gaz à effet de serre, mais en retournant la terre, vous accélérez aussi l'érosion des sols. » ■

« Je plains Nicolas Hulot »

« Pipeau ». L'ex-ministre de l'Environnement Corinne Lepage n'a guère apprécié les annonces du gouvernement sur le glyphosate, lundi. La présidente du parti Le Rassemblement citoyen-Cap21 parle d'un recul regrettable de l'effectif sur le dossier. « Encore une fois, les dernières annonces du gouvernement sont du pipeau. C'est de l'incompétence. Si on comprend bien, début octobre, la France ne s'opposerait plus à la proposition de la Commission européenne de renouveler la licence pour dix ans du glyphosate, mais en parallèle elle l'interdirait sur son territoire en 2022. Au-delà de 2022, les agricul-

teurs français n'auraient plus le droit d'utiliser un produit autorisé ailleurs en Europe ? » s'interroge Corinne Lepage, qui vient de lancer « Justice pesticides », un site Internet et une association internationale. Corinne Lepage n'hésite pas non plus à égratigner l'actuel ministre de Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot. « Ecoutez, je le plains. Etre ministre de l'Environnement, c'est accepter d'avaler des couleuvres. Mais parfois, il gagne des arbitrages. Et là, très franchement, je ne vois pas quel arbitrage a gagné Nicolas Hulot jusqu'à présent. », déplore l'avocate. ■

CODE DU TRAVAIL

Les routiers à Matignon

A peine commencée, la grève est-elle déjà désamorcée ? Lundi, premier jour de mobilisation des chauffeurs routiers contre la réforme du Code du travail, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, a annoncé la tenue d'une réunion entre patronat et syndicats de transporteurs, jeudi. La ministre veut notamment discuter des moyens de lutter contre « le dumping social et la concurrence déloyale », a-t-elle déclaré sur BFM TV.

Les routiers ne doivent pas s'inquiéter en revanche de la réforme du Code du travail, a-t-elle affirmé. Celle-ci « ne modifie pas » le temps de travail des routiers, ni leur rémunération qui restera fixée au niveau de la branche, a ajouté la ministre. Les routiers, eux, dénoncent la possibilité de « faciliter » les licenciements économiques dans les grands groupes, « l'affaiblissement » des représentants du personnel, le plafonnement des indemnités prud'homales ou encore la possibilité de négocier dans l'entreprise des éléments de rémunération. ■

20 SECONDES

CORÉE DU NORD

Les bombardiers américains dans le viseur

Le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri Yong-ho, a accusé le président américain Donald Trump d'avoir « déclaré la guerre » à son pays, lundi. Ri Yong-ho a même menacé d'abattre tous les bombardiers américains s'approchant trop près des côtes nord-coréennes.

ETHIOPIE

Des violences ethniques font des centaines de morts

Des affrontements entre les deux principaux groupes ethniques d'Ethiopie - Oromo et Somali - ont fait « des centaines de morts » et des milliers de déplacés, depuis le début du mois de septembre, ont annoncé les autorités d'Addis Abeba, lundi.



Corinne Lepage s'en prend à l'exécutif.

E. Lichteild / Sipa

F. P.